

Unité départementale de la Somme  
Pôle Jules Verne  
12, rue du Maître du monde  
80440 GLISY

Lille, le  
22 Décembre 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **RISQUES**

**TECHNIC ULTRA PURE**

**ZONE INDUSTRIELLE**

121 rue Durouchez  
80000 Amiens

Références : 2023-E30154  
Code AIOT : 0005101919

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2023 dans l'établissement **TECHNIC ULTRA PURE** implanté **ZONE INDUSTRIELLE** 121 rue Durouchez 80000 Amiens. L'inspection a été annoncée le 10/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles 2023 de la DREAL Hauts-de-France.

Cette visite a été annoncée préalablement à l'exploitant par courrier électronique transmis en date du 14 novembre 2023.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- **TECHNIC ULTRA PURE**
- **ZONE INDUSTRIELLE** 121 rue Durouchez 80000 Amiens
- **Code AIOT : 0005101919**
- **Régime : Autorisation**
- **Statut Seveso : Seveso seuil haut**
- **IED : Non**

Le site est autorisé depuis le 22 septembre 1969 et réglementé par, notamment, l'arrêté préfectoral du 26 octobre 1994. Le classement du site, acté par arrêté préfectoral complémentaire du 24 mai 2019, est le suivant :

- Autorisation – SEVESO seuil Haut :
  - rubrique 4510-1 : dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1;
- Autorisation – SEVESO seuil Bas :
  - rubrique 4130-2 : Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation ;
  - rubrique 4140-2a : Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale ;
  - rubrique 4441-1 : Liquides comburants catégorie 1, 2 ou 3 ;
- Autorisation :
  - Rubrique 1630-1 : Soude ou potasse caustique (emploi ou stockage de lessives de) ;
  - 4110-1 : Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition.
- Enregistrement :
  - rubrique 4331-2 : Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.
  - rubrique 4734-2b : Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution

Le site est également soumis au régime de la déclaration pour d'autres rubriques (1436-2, 4734-1-c, 4511-2, 4120-2b, 4140-1b, 4722-2).

Les installations du site sont en totale refonte. Le jour de la visite d'inspection, il a été constaté que le site est divisé en 2 zones :

- la zone actuellement en activité correspondant à l'entrepôt général, les locaux techniques, les bureaux et le laboratoire contrôle qualité,
- la zone chantier sans aucune activité industrielle correspondant au reste du site.

La zone chantier est séparée de la zone en fonctionnement à l'intérieur du site par des barrières physiques temporaires.

Les états des stocks du site ont démontré que le site n'atteint pas, le jour de l'inspection, les seuils de la Directive SEVESO. L'exploitant prépare les dispositions spécifiques associées à son statut SEVESO et notamment la mise en place d'un POI, d'un SGS, de garanties financières.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Accès au site et clôtures,
- État des stocks,
- Système de gestion de la sécurité sur les aspects "sûreté" (cf Arrêté ministériel du 26/05/2014, annexe I sur les thèmes Organisation de la sécurité / Organisation Formation / Gestion des situations d'urgence).

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
PC N°1 État des matières stockées	arrêté ministériel du 4 octobre 2010, section VI, article 49	/	/
PC N°2 État des matières stockées, dispositions spécifiques	arrêté ministériel du 4 octobre 2010, section VI, article 50	/	/
PC N°3 Clôture	arrêté préfectoral complémentaire du	/	/

	24/05/2019, article 12		
PC N°4 Porter-à-connaissance	Code de l'environnement, article R.181-46, II	/	/
PC N°5 Constats terrain	Sans objet	/	Partie confidentielle

La visite sur site a mis en évidence des constats détaillés en partie confidentielle du présent rapport. Ils concernent notamment la finalisation du chantier actuel et les dispositions relatives à la sécurité/ sûreté du site (voir PC N°5 en partie confidentielle).

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a émis des observations pour lesquelles une réponse est attendue de la part de l'exploitant, sous 1 mois. Un porter à connaissance reprenant l'ensemble des modifications survenues sur le site est attendu sous 3 mois.

### 2-4) Fiches de constats

<b>Nom du point de contrôle :</b> PC N°1 État des matières stockées		
<b>Référence réglementaire :</b> arrêté ministériel du 4 octobre 2010, section VI, article 49		
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, état des matières stockées		
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.  L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.  Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.		
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté en séance son état des stocks. Les données ont été demandées et présentées en temps réel par l'exploitant. Les données sont accessibles à distance. Ces mêmes données ont été transmises à posteriori à l'inspection des installations classées.  Les quantités présentes par rubrique ICPE sont les suivantes, le 23/11/23 :		
		Données
Picto	Produit	Somme de Qte kg
1436 - Liquides combustibles		351 144,00
4130 - Toxicité aigue cat.3 inh		5 898,00

4140 - tox cat.3 orale		8 400,00
4510 - Environnement cat 1		706,00
N/A - Non concerné		46 189,00

Les fiches de données de sécurité (FDS fournisseurs et FDS produits finis) sont accessibles via un serveur déporté.

**Observation n°1 : Des quantités divergent selon les documents présentés (notamment sur le stock de produits classés 4510). L'exploitant apportera les éclaircissements à l'inspection.**

Détails indiqués en volet confidentiel du présent rapport.

**Type de suites proposées :** Sans Suites

**Proposition de suites :** Sans Objet

<b>Nom du point de contrôle :</b> PC N°2 État des matières stockées, dispositions spécifiques
<b>Référence réglementaire :</b> arrêté ministériel du 4 octobre 2010, section VI, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, état des matières stockées
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4xxx de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas</p>

échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

**Constats :** L'exploitant a présenté en séance son état des stocks. Les données ont été demandées et présentées en temps réel par l'exploitant. Les données sont accessibles à distance. Ces mêmes données ont été transmises à posteriori à l'inspection des installations classées.

Un focus a été réalisé, le 21 janvier 2023, sur la quantité de matières dangereuses présentes.

L'exploitant recense quotidiennement les matières dangereuses au sein du site. Les mentions de dangers sont identifiées par l'exploitant.

Questionné en séance, il peut connaître le statut en temps réel de sa situation vis-à-vis des seuils de la directive SEVESO. A la date du 21/11/2023, le seuil SSB n'est pas atteint avec les quantités présentes.

**Observation n°2 :** les hypothèses de calcul SEVESO présentées en séance et transmises à posteriori à l'inspection constituent un exemple de l'outil mis en place mais le résultat de calcul n'est pas la réalité de l'état des stocks à la date du 21/11/23. Il conviendra de réaliser le calcul quotidiennement avec l'état des stocks des matières dangereuses quotidien (vérification quotidienne des seuils SEVESO). Actuellement, ces seuils SEVESO ne sont pas atteints au sein de l'établissement.

Le Plan d'opération interne est en mode « projet par l'exploitant ».

**Observation n°3 :** la version finalisée sera transmise à l'inspection, sous 1 mois.

Détails indiqués en volet confidentiel du présent rapport.

**Type de suites proposées :** Sans Suites

**Proposition de suites :** Sans Objet

**Nom du point de contrôle :** PC N°3 Clôture

**Référence réglementaire :** arrêté préfectoral complémentaire du 24/05/2019, article 12

**Thème(s) :** Risques accidentels, sécurité/sûreté

**Prescription contrôlée :**

**ARTICLE 12. CLOTURE**

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer le bon état de la clôture existante. Cette dernière a les caractéristiques physiques (bon état général, continue autour de l'installation, sans fissures, ouvertures ou failles) permettant d'assurer la limitation des accès au site.

**Constats :**

L'établissement est efficacement clôturé sur toute sa périphérie. Des modifications et/ou améliorations sont prévues par l'exploitant dans le cadre de la finalisation des chantiers en cours (nouvelle unité acides/base et nouvelle unité solvants).

Voir constats détaillés en partie confidentielle.

**Type de suites proposées :** Sans Suites

**Proposition de suites :** Sans Objet

<b>Nom du point de contrôle :</b> PC N°4 Porter à connaissance
<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R.181-46, II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques (eau/air/déchets/bruit/eaux souterraines/pollution des sols) et risques technologiques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article <a href="#">L. 181-1</a> inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article <a href="#">L. 123-19-2</a> ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article <a href="#">L. 122-1-1</a>, de l'article <a href="#">L. 123-19</a>, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article <a href="#">R. 181-45</a>.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Concernant les risques chroniques, le chantier actuel amène l'exploitant à réaliser des modifications / améliorations du site existant. L'ensemble de ces données doit être précisé à l'inspection des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• tracé des modifications réalisées en termes de travaux (changement de matériels/process/déchets ;</li> <li>• tracé des modifications en termes d'émissions dans l'environnement lors de la future activité globale du site (eau/air/déchets / bruit, etc).</li> </ul> <p>Concernant les risques technologiques, l'exploitant a également procédé à certaines modifications qui doivent être tracées :</p> <p>- modification de la toiture et du système de désenfumage de l'entrepôt principal. Ces données techniques doivent être tracées dans le porter à connaissance.</p> <p>Par ailleurs, il a été précisé à l'exploitant que l'étude de dangers devra être mise à jour (pour les données obsolètes, connues de l'exploitant à ce jour). Si nécessaire, elle sera complétée sur des aspects nouveaux, projetés par l'exploitant.</p> <p><b>Observation n°4 : un porter à connaissance détaillé est attendu sous 3 mois.</b></p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans Suites</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Sans Objet</p>